

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ

Changement des pompes à la station de relevage - BAN HYERES

Catégorie opération 3



Chemin du Palyvestre
83400 HYERES

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	29/03/2026	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	7
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	8
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	11
2.1 PLANNING	11
2.2 NATURE DE SOL.....	11
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	11
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.6 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	14
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	14
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	15
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	16
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	16
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	17
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	18
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	18
3.5.2 Travaux divers	18

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	21
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	21
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	21
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	22
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	23
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	24
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	25
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	25
5.2 CANTONNEMENTS.....	25
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	27
5.3.1 Mise en place bungalows	27
5.3.2 Cantonnement à étages.	27
5.3.3 Installation électrique.....	27
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	28
6.1 ORGANISATION.....	28
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	28
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	29
6.2.2 Interdiction de fumer	29
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	30
7.1 PPSPS	30
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	30
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	30
8 Annexes	31
Pré DHOL.....	31
CONSIGNES BAN HYERES (1).pdf.....	31

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Changement des pompes à la station de relevage - BAN HYERES

Chemin du Palyvestre
83400 HYERES



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Le projet concerne la mise en place de batardeaux et le remplacement de pompes de relevage à la station de la BAN de HYERES

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

1

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	MINISTERE DES ARMEES BP 71	
------------------	-------------------------------	--

	83800 TOULON CEDEX	
Inspection du travail	ITA BP 942 83800 TOULON ARMEES	TEL : 0422421909
OPPBTP	OPPBTP 10 Place de la Joliette Les Docks Atrium 10.6 13002 MARSEILLE	
CARSAT	CARSAT SUD EST Rue Emile Olivier 83000 TOULON	TEL : 0494468664 FAX : 04 94 46 89 63

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°1 - Changement des pompes de relevage
- N°2 - Mise en place de batardeaux

Voir liste des intervenants en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 4 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de 3.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 3 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L’emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante appelée à intervenir sur le chantier devra préalablement avoir obtenu l’agrément du maître d’ouvrage ou de son représentant.

Le coordonnateur SPS ne pourra procéder à l’inspection commune avec l’entreprise concernée qu’après avoir été informé, dans un délai raisonnable, de l’obtention de cet agrément.

De même, l’inspection commune avec un prestataire de services ne pourra être réalisée qu’après information préalable du coordonnateur SPS par l’entreprise utilisatrice.

Le recours au prêt de personnel ne pourra intervenir qu’à titre exceptionnel et dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le non-respect des présentes dispositions pourra entraîner, sur décision du maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier de l'entreprise ou des entreprises concernées.

1.7 DIVERS

Procédure pour les entreprises

Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires de lot et leurs sous traitants agréés est autorisé à pénétrer sur le chantier.

Les demandes d'agrément doivent être déposées auprès du Maître d'œuvre, à l'attention du Maître d'Ouvrage, 15 jours au minimum avant le début d'intervention.

Une copie de l'acceptation est transmise au Coordonnateur qui déclenche la visite d'inspection commune avec l'entreprise agréée.

Après réception du PPSPS par le Coordonnateur, au moins 8 jours avant l'intervention sur le chantier, cette entreprise est autorisée à travailler.

Les entreprises non agréées pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation. Les entreprises tiendront sur le chantier la liste à jour du personnel salarié travaillant sur le site. Cette liste qui peut être une copie du Registre Unique du Personnel aménagée pour être personnalisée au chantier, sera tenue à disposition de l'Inspecteur du Travail et organismes officiels lors de leurs visites sur le site.

Badge ou vêtement distinctif :

Chaque entreprise doit munir ses salariés d'une Carte d'identification professionnelle et d'un vêtement distinctif. Pour cela il faudra prendre en compte l'arrêté du 20 Mars 2017 et le décret du 22 Février 2016 relatifs à cette carte. Tous les salariés devront se conformer à l'article R-829-7 (obligation de présentation de cette carte au donneur d'ordre). Les salariés ne respectant pas cette obligation pourront être exclus du chantier.

Personnel extérieur au chantier

Le personnel extérieur au chantier n'y est admis que s'il est accompagné d'une personne dûment mandatée dans le cadre du marché des travaux de l'opération et équipé des protections individuelles adaptées.

Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.

Entreprises extérieures intervenant pour le compte d'un Maître d'Ouvrage différent

Application de l'article L.4531-3 :

« Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions »

Concessionnaires intervenant dans le cadre de l'opération

Si ces derniers sont aussi maître d'ouvrage :

Application de l'article L.4531-3 :

« Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions »

Modalités de coopération entre les entreprises, les employeurs et les travailleurs indépendants

Les entreprises qui utilisent des prestataires de services extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles, etc... devront :

- . Leur transmettre les informations qui les concernent du présent Plan Général de Coordination.
- . Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS
- . Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter des risques inhérents à leurs interventions
- . Informer le coordonnateur SPS du recours à ces prestataires
- . Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

Procédures de délivrance des badges

Des badges permanents (à durée de chantier) seront délivrés aux personnels et véhicules appelés à pénétrer quotidiennement sur le site pendant la durée des travaux.

Les personnes et véhicules appartenant aux entreprises intervenantes seront admis dans l'enceinte de la BAN après avoir subi le contrôle d'accès.

Les personnes arboreront en permanence et de manière visible le badge remis par la Gendarmerie Maritime

Un badge, justifiant de la conformité des documents réglementaires (carte grise, assurance, vignette fiscale et contrôle technique) de chaque véhicule, est remis par la Gendarmerie Maritime pour être affiché au bas du pare brise.

L'accès à tous les locaux de la BAN autres que ceux concernés par l'opération est formellement interdit aux personnes appartenant aux entreprises intervenantes.

Le personnel des entreprises intervenantes est tenu d'obtempérer à toute injonction émanant de la Gendarmerie Maritime ou du personnel militaire de sûreté.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Un plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du lot 1 et 2 , il devra recevoir l'accord du Maître d'oeuvre et du coordonnateur SPS.

L'entreprise principale soumet au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité dans les 15 jours suivant sa désignation, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire..

Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

- les emprises
- la grue avec son aire de survol
- les cantonnements / TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)
- les aires de stockage
- le réseau d'alimentation électrique du chantier
- les clôtures
- les accès

Signalisation temporaire de chantier :

Les règles à respecter pour la signalisation temporaire sont celles fixées par la huitième partie du Livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 6 novembre 1992. Il est précisé que la signalisation temporaire sera en cas de besoin lestée obligatoirement à l'aide de sacs de lestage. La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation de chantier sont à la charge de l'entrepreneur. Elle devra être maintenue de jour comme de nuit.

La signalisation est :

- adaptée au chantier afin d'assurer la sécurité du personnel et des usagers,
- cohérente pour ne pas donner des instructions contradictoires avec celles de la signalisation permanente,
- crédible, la nature et la position des panneaux doivent évoluer en fonction des risques et de l'avancement du chantier,

- lisible, éviter la concentration des panneaux; ne pas les placer trop près du sol,
- stable, calée afin de supporter notamment les effets des conditions atmosphériques et de la circulation.

Cette signalisation devra être conforme aux instructions réglementaires en la matière et en particulier, à « l'Instruction ministérielle du 15/07/1974 sur la signalisation routière » et ses modifications – Livre I – 8ème partie.

Il est rappelé que l'entreprise doit également la vérification et l'entretien de cette signalisation pendant la durée de son chantier.

L'entreprise mettra en place une signalisation lumineuse au droit de la clôture et ou des panneaux pour améliorer la perception du chantier la nuit.

Lot chargé de la mise en place de cette signalisation : LOT 1 et 2

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Plan papier	Dans le bureau de chantier	LOT 1 et 2	LOT 1 et 2
Clôture	Mise en œuvre de clôtures type Héras de 2,00 m de hauteur ou similaire. Clôture de type TP	En périphérie du chantier et des zones de stockage suivant P.I.C.	LOT 1 et 2	LOT 1 et 2
Homme trafic	Pour toute marche arrière sur la voie publique	Sortie du chantier	Chaque entreprise concernée	Chaque entreprise concernée
Signalisation	Signalisation routière à mettre en place et à maintenir en place	De part et d'autre de l'accès au site	LOT 1 et 2	LOT 1 et 2
Grue et engin de levage	Grue mobile	voir PIC	LOT 1	LOT 1

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

L'accès se fera par l'entrée de la BAN

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Se référer au PIC	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Identification avec nom de la personne et de l'entreprise pour chaque personne intervenant sur le chantier	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Badge	Identification par badge nominatif pour tout intervenant	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

Sans objet

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de livraison	Aire en enrobé	Suivant P.I.C.	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2
Aire de stationnement	Aire en enrobé	Suivant P.I.C.	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2
Homme de manœuvre	Homme de manœuvre pour toute marche arrière sur la voie publique	Au droit de l'accès au chantier	Chaque entreprise concernée	Chaque entreprise concernée
Avertisseur de manœuvre	Tous les véhicules et engins chantier devront être équipé d'un dispositif sonore qui prévient l'entourage du véhicule qu'une manœuvre est en cours.	Toutes les véhicule et engins de chantier	Chaque entreprise concernée	Chaque entreprise concernée

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Escalier provisoire	Escaliers provisoires en métal munis de ses protections collectives Echelle d'accès fixée dépassant de 1m	Accès au fond de fouille Accès aux niveaux supérieurs	LOT 1	LOT 1

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Pour tout engins de levage, fournir une étude d'adéquation au CSPS.

Le prêt d'équipement de levage pour d'autres lots que celui d'origine nécessitera la rédaction d'un protocole de prêt par l'entreprise prêteuse et d'une validation par l'entreprise utilisatrice.

Code du travail Article R4541-9 (manutentions manuelles = 1 accident avec arrêt sur 3) Lorsque le recours à la manutention manuelle est inévitable et que les aides mécaniques prévues au 2^o de l'article R. 4541-5 ne peuvent pas être mises en œuvre, un travailleur ne peut être admis à porter d'une façon habituelle des

charges supérieures à 55 kilogrammes qu'à condition d'y avoir été reconnu apte par le médecin du travail, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kilogrammes.

Toutefois, les femmes ne sont pas autorisées à porter des charges supérieures à 25 kilogrammes ou à transporter des charges à l'aide d'une brouette supérieures à 40 kilogrammes, brouette comprise.

Moyens de prévention à mettre en œuvre par les entreprises pour éviter les risques liés aux manutentions manuelles

- Évaluer préalablement les risques dès la phase de conception du projet
- Éviter le recours aux manutentions manuelles chaque fois que cela est possible
- Réduire le poids unitaire des charges.
- Réduire la fréquence des manutentions et les distances à parcourir
- Aménagement des postes de travail (temps de repos, contraintes de temps, cadence)

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
Grue automotrice	Des grues mobiles pourront être utilisées	LOT 1	Tous les corps d'états qui le souhaitent moyennant la signature d'une convention de prêt de grue	Les appareux seront sous la responsabilité de l'entreprise qui emprunte l'engin de levage
Camion auto-déchargeable	En fonction des approvisionnement Mettre en place un balisage de sécurité ou un homme manoeuvre au droit du levage	Chaque entreprise concernée	Chaque entreprise concernée	Les appareux seront sous la responsabilité de l'entreprise qui emprunte l'engin de levage

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Pour toute utilisation de la grue du gros-oeuvre, une convention de prêt sera signée avec l'entreprise utilisatrice.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner : TABLEAU D'ÉVALUATION EN ANNEXE (extrait de la DTE 189/Cramif)

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Aire de stockage suivant PIC	Stockage délimité par type de matériaux	Voir P.I.C.	Sans objet, stockage extérieur	Clôture type héras ou similaire mise en place en périphérie de ces zones

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de propreté du chantier autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier.

Conditions d'enlèvement des matériaux présentant un risque particulier

Tout produit présentant un risque particulier (matériaux industriels spéciaux) doit être éliminé par et à la charge de chaque entreprise utilisatrice ou ayant un contact avec ces produits.

Liste indicative des matériaux concernés

métaux (zinc, plomb, étain, chrome, nickel)

bois traité

amiante

peinture et vernis - emballage

tous produits chimiques

hydrocarbures

produits de soudage

Clauses environnementales

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables à la date de signature du marché par ses soins en matière d'environnement, notamment :

- Les dispositions des lois dites « Grenelle 1 » n°2009-967 du 3 août 2009 consolidée au 29 décembre 2012 et « Grenelle 2 » n°2010-788 du 12 juillet 2010 consolidée au 24 mars 2012;
- Le code de l'environnement ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le code du travail ;
- La loi sur l'eau ;
- La circulaire interministérielle du 15 février 2000 (Ministère de l'aménagement du Territoire, de l'environnement et de l'équipement, des transports et du logement) relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics ;

- Le nouveau Bordereau de Suivi des Déchets (B.S.D.D.) publié le 22 mars 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005.

- Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous postes de travail	Quotidienne	Le corps d'état ayant produit les déchets	TOUTES ENTREPRISES

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en DP des gravois de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée. Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable des ces déchets.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Engins de guerre

En cas de mise à jour d'engins de guerre (munitions et autres) au cours des travaux, les dispositions suivantes devront immédiatement être prises par l'entrepreneur :

- arrêt immédiat de tout travail dans un rayon de 100 m autour de l'objet,
- alerte immédiate de la police et des services techniques de la mairie qui alerteront le service départementale de la sécurité civile (déminage)

- [procédure particulière à appliquer liée à la BAN](#)

Vestiges historiques

Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit le signaler au maître d'oeuvre et faire la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite.

Sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, l'entrepreneur ne doit pas déplacer ces objets ou vestiges sans autorisation de la personne responsable du marché. Il doit mettre en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol.

Travail isolé

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 consolidée au 01 janvier 1997 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010

Canalisations en Fibrociment

Lorsque les travaux mettent à jour des canalisations en fibro-ciment, l'entreprise doit stopper des travaux, prévenir le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre et attendre le résultat de l'analyse liée à l'amiante. Si cette canalisation est amiantée, elle sera gérée conformément à la réglementation en vigueur.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
-------------	--------------	--------------	--------------	-----------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Chantier	Entreprises concernées	L'entreprise concernée doit disposer d'extincteur de classe de feu en adéquation avec la nature du risque généré et à jour des vérifications périodiques	Réalisation d'un permis feu, journalier, ou avec le responsable de l'établissement, dans la zone des travaux mitoyenne avec les zones en activité de l'établissement
Application de produit toxique	Chantier	Entreprises concernées	Après analyse de risque, il faudra neutraliser (signalisation, signalétique, etc.) la zone concernée	Port des EPI correspondants aux risques spécifiés dans la FDS du produit Insérer les FDS dans le PPSPS

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Bruit	Chantier	Entreprises concernées	<p>Bruits de Chantier Respect de la législation et des réglementations La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :</p> <p>– Arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits.</p>	<p>Obligation de résultat Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur est tenu à une obligation de résultat. Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation. Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions nécessaires. Les coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier restent à la charge de l'entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché. Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.</p>

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

A définir entre le maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, CSPS et entreprise titulaire du marché. Toutefois le Coordonnateur rappelle qu'il est indispensable de privilégier les protections collectives aux protections individuelles. Les gardes-corps seront à positionner en fonction du mode de pose des gardes corps définitifs pour permettre la mise en place de ces derniers sans dépose anticipée de la protection provisoire. L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Protections collectives comprenant lisse haute, intermédiaire et plinthe Garde-corps conformes au décret n° 924 du 1er Septembre 2004	LOT 1	LOT 1
Trémie grande dimension	Protections collectives ou platelage	LOT 1	LOT 1

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation cantonnement	Coffret de chantier situé au droit du cantonnement	Installation de chantier	LOT 1	LOT 1

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoires secondaires	Chaque coffret comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V prise de courant 45 A + T 350 V si nécessaire pour certains CES un bouton d'arrêt d'urgence un disjoncteur 30 mA Coffrets divisionnaires à moins de 25 mètres entre le coffret et le poste de travail.	Il faut installer un nombre suffisant de coffret pour : - But : Rallonge < à 25 m à définir sur plan d'installation chantier et distance entre coffret < 50 mètres. - Eviter le passage de câbles dans les circulations (escalier notamment)	LOT 1	LOT 1
Eclairage poste de travail	Eclairage par phare adapté à la tâche à accomplir	Tous postes de travail	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation suivant la NFC 15 100. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation suivant la NFC 15 100.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Lots concernés : Tous corps d'états

Localisation : Travaux en hauteur à l'extérieur, intérieur des bâtiments

Mesures prises :

Le phasage des travaux devra être conçu de manière à n'entraver à aucun moment les activités dont l'exécution serait simultanée.

Les zones ou des projections, chutes d'objets ou de matériaux qui constitueraient un risque pour les autres activités devront être protégées : auvent, protection ou interdiction des accès, etc...

Les activités qui pourraient constituer un risque spécifique pour d'autres intervenants feront l'objet dans le PPSPS correspondant d'une proposition de prévention (décalage des travaux, enceinte interdite, etc...). La réalisation de ces travaux sera subordonnée à l'accord préalable du Coordonnateur SPS ;

D'une manière générale, chaque entreprise devra s'assurer dans son PPSPS que son activité ne constitue pas une gêne ou un risque pour les autres entreprises. Dans le cas contraire, elle devra prévoir les dispositions nécessaires.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Risque de Noyade

Il faudra se conformer à l'article R4534-136 du code du travail.

L'attention de l'entreprise chargée de la démolition ou de la réhabilitation est attirée sur le fait qu'en préalable à toute démolition ou réhabilitation, elle doit procéder à :

- un diagnostic
- l'établissement d'une méthode de démolition avec par phase, les moyens de prévention adaptés aux risques.
- l'établissement d'une méthode de confortement par phase liée à la démolition / conservation.
- l'approbation de ces éléments par un bureau d'étude structure compétent.
- la mise en sécurité vis à vis des tiers est réalisée avant toute intervention
- lors des démolitions, les décombres seront aspergés d'eau, pour éviter les poussières. L'entreprise installera à ses frais les postes d'eau nécessaires.

Concernant les poussières liées à la démolition, l'entreprise devra respecter le guide des bonnes pratiques en démolition (ED 6263 de l'INRS de janvier 2017)

Des entreprises compétentes procéderont si besoin préalablement au démarrage des travaux de démolition ou de réhabilitation à la déconnexion des réseaux dont elles ont la charge.

Suite à leur intervention, elles produiront chacune pour ce qui les concerne un certificat de déconnexion adressé au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre.

Une copie de ce certificat est communiquée au Coordonnateur Sécurité.

Lots Concernés : **LOT 1**

L'absence d'un certificat de déconnexion constitue un point d'arrêt aux travaux de démolition ou de réhabilitation.

PRENDRE EN COMPTE LES CONSIGNES LIEES AUX CONTRAINTES AERONAUTIQUES DE LA BAN JOINTES EN ANNEXE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Ces dispositifs seront expliqués au chef d'établissement, pendant la phase de préparation du chantier.
Consignes de sécurité établies par le Chef d'établissement applicables à son personnel
Chaque PIC devra être validé par le chef d'établissement.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	A proximité du chantier	Cheminement séparé par clôture	Aucun croisement avec le chantier et les circulations des engins.	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2
Environnement du chantier	Chantier clos et indépendant		Mise en place d'une clôture avec panneaux en nombre suffisant "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2
Bruit dû au chantier	A proximité du chantier (établissement en activité)		Il faudra limiter la production de bruit	Entreprises concernées	
Interférence avec activité du site	Etablissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se situe le chantier	Pas de coactivité avec l'établissement Il faudra limiter la production de poussières	Mise en place d'une clôture avec panneaux en nombre suffisant "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordinateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Application de l'article R 4533-1 du Code du Travail.

Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 euros, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail. Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section

Voirie existante pour accès chantier.

Les réseaux existants seront utilisés pour les besoins des travaux.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Voirie existante		

5.2 CANTONNEMENTS

Équipé d'éclairage (IRC>85, éclairage 120 lux), de chauffage, ventilation, climatisation (réfectoires), de revêtements de sol.

Les cantonnements comporteront les lieux de restauration, des vestiaires, des sanitaires (chauffés, ventilés) et seront équipés d'armoires chauffantes, des bancs, des tables, des micro-ondes des réfrigérateurs, des WC, des douches,...

Au montage les cantonnement seront équipés de gardes corps périphérique en toiture et seront dimensionnés pour l'ensemble du personnel du chantier.

Dès leur désignation, les entreprises communiquent au Coordonnateur Sécurité, leur courbe d'effectif.

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010
- fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 99

Il est à noter qu'en cas de présence de personnel féminin travaillant sur le chantier, des vestiaires, WC et éventuellement des douches, en nombre suffisant, devront leur être affectés exclusivement.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne (1 bungalow de 6 x 2.5 pour 12 personnes)	Aire de cantonnement	Armoires vestiaires	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2
Réfectoire	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité d'accueil est limitée de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne	Aire de cantonnement	Tables - chaises - micro-onde - réfrigérateur	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2
Sanitaires	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Aire de cantonnement	Lavabos avec eau chaude - douches - urinoirs, etc...	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2	LOT 1 ET 2

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur. SPS avise l'entreprise de la défaillance ou de la non application d'une mesure.
En cas de non respect de la demande du CSPS, celui-ci avise le maître d'ouvrage de la défaillance ou de la non application d'une mesure par une entreprise.
Une réunion est réalisée entre différentes parties concernées afin de déterminer les responsabilités et les sanctions adaptées.
En cas de non accord entre les parties, le maître d'ouvrage reste seul décideur.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Accès secours	L'accès au chantier se fait par l'entrée. Les circulations ne doivent pas être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.			LOT 1 ET 2
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc...). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.			Entreprises concernées par des travaux à points chauds

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

BAN DE HYERES

Prendre en compte les consignes de la BAN de HYERES en annexe

Prendre en compte les numéros d'urgence spécifiés dans les consignes de la BAN de HYERES jointe en annexe

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Travail isolé

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 consolidée au 01 janvier 1997 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- • Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- • Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- • Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- • Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- • Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

Changement des pompes à la station de relevage - BAN HYERES

Chemin du Palyvestre
83400 HYERES

Liste des annexes
1 - Pré DHOL
2 - CONSIGNES BAN HYERES (1).pdf

8.1 Pré DHOL



Qualiconsult®

SÉCURITÉ

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité - (DHOL)

Maître d'ouvrage MINISTERE DES ARMEES

Affaire Changement des pompes à la station de relevage - BAN
HYERES

N° d'affaire 3100148823

Coordonnateur Jean-francois NAVARRO

Chrono RJC

Chrono document 1

Date

Nombre de page(s) 1

Catégorie 3

Partie à remplir par le CSPS

Adresse chantier: Chemin du Palyvestre
83400 HYERES

Coordonnées GPS: longitude : 6,13695000 / latitude :
43,09574600

**Contraintes horaires de
livraisons**

☐ Oui

☐ Non

Quai de déchargement

☐ Oui

☐ Non

Autres renseignements

**utiles (contraintes
administratives,..)**

**Moyens mutualisés de
levage**

et manutention (cf. PGCSPS)

Partie à renseigner par l'entreprise

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Nom du réceptionnaire :

Coordonnées du réceptionnaire :

**Plages horaires de
livraisons**

**Présence d'un chef de
manœuvre**

☐ Oui

☐ Non

**Distance et hauteur maxi
de la zone de
déchargement au camion**

d(m) :

h(m) :

☐ Charge utile de la
recette à matériaux
(le cas échéant)

**Appareil de levage utilisé
pour l'opération**

☐ Grue de chargement

☐ Appareil propre
au chantier

Type :

☐ Appareil à la charge
du fournisseur

Type :

**Autres renseignements
utiles**

8.2 CONSIGNES BAN HYERES (1).pdf

CONSIGNES BAN HYERES

Premiers secours en cas d'urgence

L'entreprise extérieure doit disposer des moyens de premiers secours adaptés à la nature des risques auxquels leur personnel est exposé.

En cas d'urgence incendie, l'entreprise extérieure contacte les marins-pompiers de la BAN d'Hyères :

- ligne téléphonique interne 18 ou 44 180 (24h/24) ;
- ligne extérieure (à enregistrer sur les téléphones portables) 04 22 44 41 80 (24h/24) ;

Important : ne pas contacter le 18 via un téléphone portable.

En cas d'urgence médicale, l'entreprise extérieure contacte l'infirmier (HO) ou les marins-pompiers de la BAN d'Hyères (HNO/JNO) :

- ligne téléphonique interne 15 ou 43 813 (24h/24) ;
- ligne extérieure (à enregistrer) 04 22 44 38 13

Important : ne pas contacter le 15 via un téléphone portable.



04 22 44 41 80 (ligne externe)
18 ou 44 333 (ligne interne)



04 22 44 38 13 (ligne externe)
15 ou le 43 813 (ligne interne)



04 22 44 46 24 (ligne externe)
44 624 (ligne interne)

Procédure d'alerte

Au titre de la coordination générale des mesures de prévention le chef de l'organisme utilisateur alerte le chef de l'entreprise extérieure intéressée lorsqu'il est informé d'un danger grave concernant un des travailleurs de ces entreprises extérieures, même s'il estime que la cause du danger est exclusivement le fait de cette entreprise, afin que les mesures de prévention nécessaires puissent être prises par l'employeur intéressé.

Voir la liste des points de contacts ci-dessus relatifs aux coordonnées utiles des organismes, des entreprises, du médecin de prévention, du chef d'emprise et de l'ITA.

Organisation de la santé et la sécurité du travail sur la BAN Hyères

L'entreprise extérieure (EE) reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- Circulaire n° 2221/DEF/CGA/IS/PT/ITA du 17/07/2015, paragraphe 2.3. (cf. §4) ;
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
- Articles R. 4511-1 à R4515-11 du code du travail ;
- Analyses des risques d'interférences et mesures de prévention.
- Consignes générales de sécurité de la B.A.N. HYERES (cf. ANNEXE I) ;
- Consignes particulières de sécurité liées à l'opération (cf. ANNEXE II) ;
- Consignes particulières de sécurité liées aux interventions dans certains locaux (cf. ANNEXE III) ;
- Autres consignes (circulation, COVID-19) (annexes suivantes).



Chargé de Prévention (CPRP)	CTD Christian AUTUORO	04 22 44 34 62
Inspecteur du Travail des Armées (Base Navale de Toulon)	CF Nicolas BLACHE	04 22 42 19 09
Médecin du Travail (MT)	MC Marie Coroenne	Secrétariat antenne médicale AIA CP : 04 22 43 17 92
Chef du secteur SST	ICD Bastien VINAÏ	04 22 44 33 66
Technicien de prévention	HCB Sébastien PABOIS	04 22 44 35 90
Technicien de prévention	TSEF Marine QUINTEAU	04 22 44 36 47
Agent de prévention	AAP1 Corinne GARCIA	04 22 44 37 09

Consignes générales de sécurité



Alertes

Vous êtes témoin d'un accident / incendie / pollution accidentelle, vous devez :

- Protéger en évitant le sur-accident et en limitant la pollution éventuelle ;
- Alerter les pompiers : 18 depuis un poste fixe ou 04 22 44 41 80 depuis un mobile ;
- Alerter l'infirmerie : 15 ou le 43 813 depuis un poste fixe ou 04 22 44 38 13 depuis un mobile.



Accès

Accès au(x) site(s) soumis à :

- L'établissement d'un préavis de visite interne ;
- La production d'une pièce d'identité officielle reconnue par le Ministère des Armées ;
- Une référence de plan de prévention valide.



Obligations



Respect des signalisations routières et spécifiques de la B.A.N. Hyères.
Le code de la route s'applique sur la base.



Respect des exigences relatives à la sécurité de défense.



Port d'une tenue vestimentaire correcte et conforme aux règles d'hygiène et de sécurité.
Tenue de travail interdite à la restauration collective B25.



Respect des exigences relatives à la protection de l'environnement et adoption d'un comportement éco-responsable.



Respect des consignes d'affichage : agents chimiques dangereux, équipements de travail et engins, rayonnements ionisants, milieu confiné...



Port obligatoire des équipements de protection individuelle adaptés au travail à réaliser.



Interdictions



Interdiction de fumer / « vapoter » sur les lieux de travail ainsi que dans les zones réglementées ou à risque incendie. (Art R3512-2 du code de la santé publique)



Introduction et distribution de boissons alcoolisées, et de stupéfiants à l'intérieur du site, strictement interdites.



La circulation sur les aires de stationnement des aéronefs, les pistes, les chemins de roulement et dans les hangars est interdite sans autorisation spécifique.



Exécution de travail par points chauds interdite sans permis feu.



Photos et enregistrements audio et vidéo interdits.



Travaux à proximité ou sur une aire aéronautique

Préalablement à toute opération, le responsable de l'exécution des travaux sur site transmet au Contrôle Local d'Aérodrome (C.L.A.) les données techniques relatives aux travaux envisagés.

L'entreprise extérieure suit les mesures de préventions édictées par le C.L.A. et respecte les consignes générales de sécurité suivantes :

- Interdiction d'utiliser des téléphones portables à l'intérieur du périmètre de sécurité (ligne à 3 mètres du polygone obtenu en joignant les extrémités de l'aéronef) pendant les phases de plein ou de reprise du carburant.
- **Utilisation de rubalise interdite**

☎ Bureau des vols : 04 22 44 43 07



Dispositions générales sur la base en cas de vent fort :

- Veiller à l'arrimage ou à la mise sous abri de tout ce qui peut offrir une prise au vent et représenter un danger au personnel, au matériel ou aux aéronefs, en cas d'envol accidentel de matériel, de déchets ou d'objets.
- Garantir l'absence d'objet susceptible de se transformer en projectile ou de constituer une entrave à l'activité de la BAN d'Hyères.
- Toute dégradation ou incident important doit être obligatoirement signalé.



Code
Sirène

ETAT D'ACCIDENT

1 COUP LONG DE 15 SECONDES

ALERTE SAR

5 COUPS DE 3 SECONDES

ALERTE INCENDIE

1 COUP DE 1 MINUTE

ALERTE NRBC

3 COUPS DE 15 SECONDES

ALERTE INTRUS

1 COUP DE 15 S ET 2 COUPS DE 3 SECONDES

ETAT D'ALERTE

1 COUP DE 3 SECONDES

Consignes SEC-PRO : Conduites à tenir

En cas de contrôle par les fusiliers marins :

Vous travaillez dans une zone militaire ayant le statut de ZONE PROTÉGÉE. À ce titre, vous devez être capable de justifier votre identité en permanence. Vous êtes donc susceptible de faire l'objet d'un contrôle par le personnel du Bataillon de Fusiliers Marins.

En cas de contrôle, vous devez :

- obtempérer aux sommations ;
- être en mesure de présenter votre badge et une pièce d'identité.

Si l'élément qui vous contrôle à un chien, RESTEZ IMMOBILE, EN AUCUN CAS VOUS NE DEVEZ VENIR À SON CONTACT.

Conduite à tenir face à une personne qui tente de rentrer sur le site illégalement :

Ne pas s'interposer ;

Suivre la direction vers laquelle l'individu se dirige ;

Prévenir le Centre Opérationnel de Protection (COP) au 04 22 44 41 04 (Portable ou fixe) ou au 44 104 (poste marine) ;

Attendre sur place, du personnel militaire va venir à votre rencontre.



JE SUIS (nom, prénom, intervenant de l'entreprise XX, je travaille à tel endroit)

J'AI VU (homme ou femme, armé ou pas, taille, tenue, avec ou sans sac ...)

Attendez les consignes du COP avant de raccrocher, le gradé de quart va vous demander votre numéro de téléphone avant de raccrocher et de vous rappeler.

RAPPELS :

- devoir de discrétion sur les activités, les installations et le personnel que vous êtes amené à côtoyer ;
- il est strictement interdit de prendre des photos ou vidéos sur site

Raison sociale : **SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE L'AÉROPORT TOULON HYERES (SEATH)**

Adresse : **boulevard de la Marine – 83400 Hyères**

Président	Secrétariat de direction Mme Carine VERPLANCK 04.94.00.83.83 carine.verplank@toulon-hyeres.aeroport.fr
Référent sécurité Service PCSS M. Vivien COSSU 04 94 00 83 21 – 06 66 79 42 96 vivien.cossu@toulon-hyeres.aeroport.fr	Donneur d'ordre/responsable technique maintenance M. Frédéric DAUNAC 04.94.00.83.79 – 06.08.56.59.25 frederic.daunac@toulon-hyeres.aeroport.fr
Responsable QSSE M. David MORITZ 04.94.00.83.40 david.moritz@toulon-hyeres.aeroport.fr	

Attestations entreprises extérieures

1. Attestation SMQS



LA DEMARCHE SMQS SUR LA BAN HYERES ET L'AERODROME DE CUERS-PIERREFEU



Vous allez intervenir sur une installation ou un système de la BAN Hyères ou de l'aérodrome de Cuers-Pierrefeu. Des dispositions particulières sont liées à l'environnement aéronautique dans lequel vous allez travailler. Pour cette raison un plan de prévention ou la participation d'un coordonnateur a été prévu.

En outre, les installations de la BAN Hyères et de l'aérodrome de Cuers-Pierrefeu s'inscrivent dans le périmètre d'un système de management de la qualité et de la sécurité dans la gestion du trafic aérien (SMQS). Ce système dont l'application s'étend dans toute l'union européenne, s'assure que l'ensemble des acteurs et procédures qui participent à la mise en œuvre des vols sur un aérodrome, le font dans des conditions optimales de sécurité.

Il s'intéresse aussi bien à la formation du personnel contrôleur aérien, techniciens d'aéronautique, électriciens, qu'aux procédures d'intervention, de gestion du trafic, d'entretien du matériel, de cohabitation des différentes activités...

Il s'assure de formaliser, autant que possible, les relations avec les prestataires extérieurs afin que ces derniers ne puissent évoluer dans un environnement où le doute aurait sa place.

Lors de votre intervention vous pourrez être amené à évoluer à proximité des aires de manœuvre des aéronefs ou manipuler des éléments essentiels à leur sécurité.

A ce titre, en tant que chargé de suivi de SMQS, je me fais un point d'honneur de m'assurer que chaque travailleur extérieur au périmètre SMQS local ait conscience que les travaux pour lesquels il est employé peuvent avoir, ici plus qu'ailleurs, un impact instantané sur la sécurité des vols.

Ci-après vous trouverez une explication complémentaire relative à l'implication de l'Etat-Major de la Marine dans cette démarche et la raison pour laquelle vous êtes sensibilisés au SMQS.

Fort de ces informations, merci de signer et remettre au représentant de la BAN l'attestation de reconnaissance de responsabilités ci-après. Le représentant de la BAN se tient à votre disposition pour toute question qui concernerait la démarche SMQS.

Toute personne n'ayant pas remis cette attestation au représentant de la BAN ne pourra intervenir sur la BAN Hyères ou sur l'aérodrome de Cuers-Pierrefeu.

Le Capitaine de Frégate Jean-François Morel
commandant en second de la BAN Hyères,
chargé de suivi du SMQS

Partie D	Edition 8- Ind.B	Système de management de la qualité et de la sécurité de la BAN Hyères et de l'aérodrome de Cuers-Pierrefeu.
----------	------------------	---

1. GÉNÉRALITÉS

Pour le compte de l'état-major de la marine (EMM), ALAVIA est désigné :

- prestataire de services de la navigation aérienne / circulation aérienne (PSNA/CA) pour les services de la circulation aérienne rendus à partir des aéroports et des centres de coordination et contrôle (CCMAR) au bénéfice de la circulation aérienne générale (CAG) ;
- prestataire de services de la circulation aérienne militaire (PSCAM) pour les services de la circulation aérienne rendus à partir des aéroports, des centres de coordination et contrôle (CCMAR), des systèmes de détection aéroportés (E2C) au bénéfice de la circulation aérienne militaire (CAM).

En tant que PSNA/CA et PSCAM, ALAVIA est chargé de l'application par la marine de la politique de sécurité de la gestion du trafic aérien (ATM), de l'élaboration d'un système de management de la qualité et de la sécurité (SMQS) et de la surveillance de son application.

Cette approche globale de la sécurité de la navigation aérienne appliquée à la BAN Hyères et à l'aéroport de Cuers-Pierrefeu, ainsi que les procédures qui en découlent, permettent de démontrer qu'un service fourni ou un système géré par une unité d'ALAVIA garantit un niveau de sécurité acceptable en matière de gestion du trafic aérien.

Toute altération de ce niveau de sécurité peut impliquer la suspension de la certification du prestataire ALAVIA.

2. ENGAGEMENT DU PRESTATAIRE

Dans le domaine de la gestion du trafic aérien (ATM), la sécurité est de la responsabilité de tous les niveaux hiérarchiques et de tous les acteurs.

La gestion sûre et efficace de la mise en œuvre du soutien et du fonctionnement des systèmes ATM durant toutes les phases d'exploitation doit être garantie.

Pour ce faire, l'ensemble du personnel intervenant dispose du niveau de formation et de compétence requis pour effectuer les tâches confiées.

L'ensemble du personnel est conscient de son périmètre de responsabilité dans le domaine de la gestion du trafic aérien et mesure les risques potentiels liés à la sécurité dans le cadre de sa fonction.

Le personnel doit être conscient de ses responsabilités au titre du SMS /ATM lors des différentes interventions sur les systèmes ATM qui peuvent avoir un impact direct ou indirect sur la sécurité des vols.

ATTESTATION DE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITÉS

BAN HYERES / AERODROME DE CUERS-PIERREFEU

Je soussigné(e),

Nom :

Prénom :

Grade, fonction :

Nom de l'entreprise :

Déclare :

avoir reçu, de la part du commandant d'unité ou de son représentant, une information relative aux risques liés à l'Air Traffic Management (ATM) ;

être pleinement conscient(e) de mes responsabilités, mes activités pouvant avoir un impact direct (ou indirect) sur les systèmes ATM de la BAN d'Hyères et/ou de l'aérodrome de Cuers-Pierrefeu.

Date et signature de l'intéressé(e)

| La présente attestation est valable 3 ans.

Fiche reflexe sur la conduite à tenir en cas de découverte d'engins de guerre

CONDUITE À TENIR EN CAS DE DÉCOUVERTE D'ENGINS DE GUERRE

1 – STOPPER LES TRAVAUX

Immobiliser l'engin mécanique et couper le moteur.

2 – NE PAS TOUCHER



3- PRÉVENIR

Le COP au 04 22 44 41 04 (tél. portable) / 44 104 (poste marine).

L'officier de permanence des services généraux de la BAN d'Hyères (OPSG) (HNO) : 06.07.12.44.17.

4 - ÉVACUER

Évacuer le lieu de découverte de tout le personnel travaillant aux alentours d'un périmètre de sécurité de 200 mètres après la prise rapide des caractéristiques de l'engin SI CELA EST POSSIBLE (taille, forme, photos éventuelles ...).

En cas d'émission de fumée ou de liquide, évacuer en se plaçant au vent de l'engin et le signaler au personnel militaire qui viendra vers vous pour les renseignements.

NE PAS TENTER DE MANIPULER, DE DÉPLACER OU DE RECOUVRIR L'ENGIN.

5 – REPRENDRE LES TRAVAUX

Reprendre les travaux uniquement après accord d'un expert en déminage et sur ordre du contractant.

EN CAS D'EXPLOSION OU D'ACCIDENT

1 - PROTÉGER

Protéger en évacuant les blessés à l'extérieur du périmètre de sécurité (200 mètres *a minima*).
En cas d'émission de fumée ou de liquide, se placer au vent de l'engin.

2 – ALERTER

1 - le COP au 04 22 44 41 04 (tél. portable) / 44 104 (poste marine).

2- LES SERVICES DE SECOURS BAN HYÈRES : 04.22.44.41.80 (depuis un portable) – 18 (à partir d'un poste marine).

3 – L'officier de permanence des services généraux de la BAN d'Hyères (OPSG) : 06.07.12.44.17.

3 - SECOURIR

. Secourir **UNIQUEMENT EN CAS D'URGENCE VITALE AVÉRÉE** (avec précaution en privilégiant si possible un itinéraire reconnu).
. Appliquer les premiers gestes d'urgence, puis laisser les secours prendre le relais dès leur arrivée.

À QUOI RESSEMBLE UN ENGIN DE GUERRE ?

Cartoucherie



Grenade



Mine antichars



Projectile de mortier



Obus d'artillerie



Bombe d'aviation



Déchet d'obus



QUELLES SONT LES SITUATIONS FRÉQUENTES DE DÉCOUVERTE ?

- Découverte en surface.
- Découverte en fond de fouille ou sur les parois d'une fouille.
- Découverte dans le godet d'un engin de terrassement ou dans la benne d'un engin de transport.

Plan de circulation générale de la BAN d'Hyères



Si un avion est aligné avant décollage

En cas de déclenchement des feux et de l'alerte sonore les piétons devront dégager rapidement la zone



Circulation autorisée

Circulation réservée aux services autorisés

Circulation interdite (sauf dérogation permis piste)



Feu rouge, arrêt obligatoire



Circulation sur la BAN Hyères

La sécurité, c'est l'affaire de tous !



Règles de vigilance et de circulation sur la BAN :

- Je suis conscient que j'évolue dans un environnement sensible et reste attentif lors de mes déplacements aux abords des aires aéronautiques
- Je ne pénètre jamais dans une zone aéronautique sans autorisation (Pas de jogging à proximité de la piste, des taxiways et du parking EMI et flotilles)
- Je respecte la signalisation (feux routiers) et les règles de conduite
- En cas de doute, je contacte l'OQCLA ou le bureau de piste



Bureau de piste : 04.22.44.45.07 / 44 507
OQCLA : 04.22.44.43.07 / 44 307
SSIS : 04.22.44.43.33 / 44 333
Vigie : 04.22.44.42.81 / 44 281

BAN Hyères



Circulation sur les aires aéronautiques

pour le personnel devant s'y rendre !



Au préalable, je m'assure de détenir :

- un permis d'aires aéronautiques **en cours de validité** (théorique et pratique)
- les connaissances et la maîtrise nécessaires me permettant de circuler en toute sécurité sur la plateforme aéronautique

Au volant :



- Je prends connaissance de la « **check-list** » conducteur mise à ma disposition
- J'obéis aux instructions de contrôle
- Je ne prends aucune initiative sans autorisation






Bureau de piste : 04.22.44.45.07 / 44 507
OQCLA : 04.22.44.43.07 / 44 307
SSIS : 04.22.44.43.33 / 44 333
Vigie : 04.22.44.42.81 / 44 281

BAN Hyères

Plan de la zone vie de la BAN d'Hyères


 04 22 44 44 58

 07 72 10 16 96

B.A.N. DE HYERES
 ATTRIBUTION DES LOCAUX
ZONE VIE
PLANCHE 1
 - ECH : 1/2000 -


 04 22 44 41 80 (ligne externe)
 18 ou 44 333 (ligne interne)

 04 22 44 38 13 (ligne externe)
 15 ou le 43 813 (ligne interne)

 04 22 44 46 24 (ligne externe)
 44 624 (ligne interne)

